

2° les articles 1 à 25, l'article 26, 1° à 4° et 6° à 21°, les articles 27 à 35, les articles 37 à 52, 56, 59, les articles 68 à 80, les articles 82 à 88, l'article 91, 2° et 3°, les articles 92 à 94, les articles 96 à 110, les articles 112, 114, 115, 117, 129, 131, 134 à 139 du présent arrêté.

Les articles 111 et 118 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2023.

Le ministre se prononce sur l'entrée en vigueur de l'article 6 du décret du 3 juin 2022 portant diverses mesures relatives à la restructuration du domaine politique du Logement.

Art. 141. Le Ministre flamand compétent pour la politique du logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 novembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,

M. DIEPENDAELE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206606]

6 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche et l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation de concours de pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, l'article 10, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section " Pêche ", donné le 24 mai 2022;

Vu le rapport du 6 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 6 juillet 2022;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a la pêche dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Est interdit :

1° dans la Meuse, la Sambre et l'Escaut : le prélèvement de tout poisson ou écrevisse pêché en dehors du lit principal du cours d'eau;

2° dans la Meuse : le prélèvement de tout poisson ou écrevisse pêché en aval du barrage de Lixhe;

3° dans le lac de la Plate Taille :

a) le prélèvement de la truite fario;

b) le prélèvement de tout poisson ou écrevisse pêché à partir d'une embarcation;

4° dans toutes les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 :

a) le prélèvement de l'ombre commun;

b) le prélèvement du corégone;

5° dans la zone d'eaux vives, entre le troisième samedi de mars et le premier samedi de juin : le prélèvement du brochet.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, est interdit :

- 1° pour le brochet : le prélèvement de tout individu de moins de soixante centimètres;
- 2° pour le sandre et le barbeau fluviatile : le prélèvement de tout individu de moins de cinquante centimètres;
- 3° pour le chevaine, l'ide mélanote, le hotu, la tanche et la vandoise : le prélèvement de tout individu de moins de trente centimètres;
- 4° pour la truite fario, la truite arc-en-ciel et la perche fluviatile : le prélèvement de tout individu de moins de vingt-quatre centimètres;
- 5° pour la truite fario : le prélèvement de tout individu de plus de cinquante centimètres lorsqu'il est pêché en dehors de la zone d'eau vives et des lacs et étangs de la zone d'eaux calmes;
- 6° pour la carpe commune, le prélèvement de tout individu de plus de trente centimètres.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, est interdit, par pêcheur et par jour :

- 1° pour l'ablette spiralin, le goujon et le vairon : le prélèvement de plus vingt individus par espèce;
- 2° pour les espèces de poissons du groupe 3 : le prélèvement de plus de cinq individus pour l'ensemble de ces espèces;
- 3° pour la perche fluviatile : le prélèvement de plus de cinq individus;
- 4° pour le brochet : le prélèvement de plus d'un individu;
- 5° pour le sandre : le prélèvement de plus de deux individus;
- 6° pour l'ensemble des espèces de poissons à l'exception de ceux qui appartiennent au groupe 4 :
 - a) le prélèvement de plus de vingt poissons à l'état mort d'une longueur inférieure ou égale à quinze centimètres;
 - b) le prélèvement de plus de cinq poissons à l'état mort d'une longueur supérieure à quinze centimètres.

Est interdite, la détention à l'état vivant :

- 1° des poissons et des écrevisses du groupe 4 sur le lieu de pêche;
- 2° des brochets, sandres et truites fario dans une bourriche. ».

Art. 2. L'article 13/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13/1. § 1^{er}. Tout transport à l'état vivant de poissons et d'écrevisses pêchés dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 est interdit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le transport des vifs visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, quelle que soit leur origine, est autorisé si, cumulativement :

- 1° le nombre de poissons transportés ne dépasse pas vingt pour les individus d'une longueur inférieure ou égale à quinze centimètres;
- 2° le nombre de poissons transportés ne dépasse pas cinq pour les individus d'une longueur supérieure à quinze centimètres.

§ 2. Tout transport à l'état mort de poissons et d'écrevisse n'appartenant pas au groupe 4, qui ont été pêchés dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 conformément aux dispositions de ce décret et de ses arrêtés d'exécution, est interdit si :

- 1° le nombre de poissons transportés est supérieur à vingt pour les individus d'une longueur inférieure ou égale à quinze centimètres;
- 2° le nombre de poissons transportés est supérieur à cinq pour les individus d'une longueur supérieure à quinze centimètres.

En cas de contestation sur l'origine des poissons et écrevisses transportés, le détenteur fournit qu'ils proviennent d'une eau qui n'est pas soumise au décret du 27 mars 2014.

§ 3. Tout poisson et écrevisse transporté à l'état mort ou vivant par un exploitant aquicole, un transformateur ou un transporteur de produits aquatiques, enregistré par l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire, alors qu'une interdiction de transport s'applique, est réputé ne pas provenir des eaux soumises au décret du 27 mars 2014. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 13/2 rédigé comme suit :

« Art. 13/2. Pour l'application des articles 13 et 13/1, la longueur du poisson se mesure en ligne droite de l'extrémité de la bouche à l'extrémité de la nageoire caudale.

Il est interdit de dépouiller de sa tête ou de sa queue un poisson capturé dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014, sur le lieu même de sa capture et lors de son transport, ainsi que de le consommer sur le lieu de sa capture. ».

Art. 4. L'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Tout poisson et écrevisse détenu par un pêcheur alors qu'une interdiction de prélèvement, de détention ou de transport s'applique, ou qui est prélevé ou transporté en surnombre, est :

- 1° remis immédiatement et librement à l'eau lorsqu'il est vivant;

2° détruit par l'agent en charge du contrôle dans les autres cas.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, tout poisson prélevé lors d'un concours de pêche qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement, alors qu'une interdiction de prélèvement s'applique, ou qui est prélevé en surnombre, est remis librement à l'eau à la fin du concours, sauf s'il s'agit d'un ombre, d'un corégone, d'un brochet ou d'un sandre, lequel est remis immédiatement et librement à l'eau après sa capture.

Par dérogation à l'article 13, alinéa 4, 1^o, tout gobie prélevé lors d'un concours de pêche, qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement, peut être temporairement détenu vivant durant le concours et est remis librement à l'eau à la fin de celui-ci.

Par dérogation aux articles 13, alinéa 4, et 13/1, § 1^{er}, tout silure glane prélevé à partir d'une embarcation lors d'un concours de pêche, qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement, peut être temporairement détenu vivant et transporté jusqu'à la berge pour y être mesuré et pesé, avant d'être remis librement à l'eau au plus tard à la fin du concours. ».

Art. 5. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisateur du concours de pêche introduit sa demande d'autorisation auprès du Service visé à l'alinéa 1^{er} au moins trente jours avant la date du concours ou du premier entraînement, au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par le Service visé à l'alinéa 1^{er} et contenant :

- 1° les coordonnées de contact de l'organisateur;
- 2° le type de concours;
- 3° la nature de la dérogation sollicitée;
- 4° le lieu, la date, les heures de début et de fin du concours et des entraînements éventuels;
- 5° l'avis de la fédération de pêche agréée du sous-bassin concerné par le lieu du concours. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, l'annexe est abrogée.

Art. 7. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206606]

6. OKTOBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 10 § 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Aufgrund der am 24. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme der Abteilung "Fischfang" des Pools "Ländliche Angelegenheiten";

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 6. Juli 2022;

Aufgrund der am 6. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 20. Juli 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;
Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;
Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2021, wird durch folgendes ersetzt:

"Art. 13 - Untersagt ist:

1° in der Maas, der Sambre und der Schelde: die Entnahme jeglicher Fische oder Krebse, die außerhalb des Hauptbettes des Wasserlaufs gefangen wurden;

2° in der Maas: die Entnahme jeglicher Fische, die unterhalb des Staudamms von Lixhe gefangen werden;

3° im See Lac de la Plate Taille:

a) die Entnahme von Bachforellen;

b) die Entnahme jeglicher Fische oder Krebse, die von einem Boot aus gefangen werden;

4° in allen Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen:

a) die Entnahme von Äschen;

b) die Entnahme von Fischen der Gattung Coregonus;

5° in der Zone fließender Gewässer zwischen dem dritten Samstag im März und dem ersten Samstag im Juni die Entnahme von Hechten.

Unbeschadet von Absatz 1 ist folgendes untersagt:

1° für den Hecht: die Entnahme von Exemplaren von weniger als 60 cm Länge;

2° für den Zander und die Flussbarbe: die Entnahme von Exemplaren von weniger als 50 cm Länge;

3° für den Döbel, den Aland, die Nase, die Schleie und den Hasel: die Entnahme von Exemplaren von weniger als 30 cm Länge;

4° für die Bachforelle, die Regenbogenforelle und den Flussbarsch: die Entnahme von Exemplaren von weniger als 24 cm Länge;

5° für die Bachforelle: die Entnahme von Exemplaren von mehr als 50 cm Länge, wenn sie außerhalb der Zone fließender Gewässer und der Seen und Teiche der Zone ruhiger Gewässer gefischt werden;

6° für den Karpfen: die Entnahme von Exemplaren von mehr als 30 cm Länge.

Unbeschadet der Absätze 1 und 2 ist es pro Fischer und pro Tag folgendes untersagt:

1° für den Schneider, den Gründling und die Elritze: die Entnahme von mehr als zwanzig Exemplaren je Art;

2° für die Fischarten der Gruppe 3: die Entnahme von mehr als fünf Exemplaren insgesamt;

3° für den Flussbarsch: die Entnahme von mehr als fünf Exemplaren;

4° für den Hecht: die Entnahme von mehr als einem Exemplar;

5° für den Zander: die Entnahme von mehr als zwei Exemplaren;

6° für alle Fischarten mit Ausnahme derjenigen, die der Gruppe 4 angehören:

a) die Entnahme von mehr als zwanzig toten Fischen mit einer Länge von 15 cm oder weniger;

a) die Entnahme von mehr als fünf toten Fischen mit einer Länge von mehr als 15 cm.

Untersagt ist die Aufbewahrung lebender:

1° Fische und Krebse der Gruppe 4 am Fangplatz;

2° Hechte, Zander und Bachforellen in einem Setzkescher."

Art. 2 - Artikel 13/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2021, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 13/1 - § 1. Jeder Transport von lebenden Fischen und Krebsen, die in Gewässern gefangen wurden, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, ist untersagt.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Transport von in Artikel 10 § 1 Absatz 3 genannten lebenden Tieren ungeachtet ihres Ursprungs zulässig, wenn kumulativ folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Anzahl der transportierten Fische beträgt nicht mehr als zwanzig Exemplare mit einer Länge von höchstens 15 cm;

2° die Anzahl der transportierten Fische beträgt nicht mehr als fünf Exemplare mit einer Länge von mehr als 15 cm;

§ 2 Jeder Transport toter Fische und Krebse, die nicht der Gruppe 4 angehören und die in den dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegenden Gewässern gemäß den Bestimmungen dieses Dekrets und seiner Ausführungserlasse gefangen wurden, ist verboten, wenn:

1° die Anzahl der transportierten Fische mehr als zwanzig Exemplare mit einer Länge von höchstens 15 cm beträgt;

2° die Anzahl der transportierten Fische mehr als fünf Exemplare mit einer Länge von mehr als 15 cm beträgt.

Bei Beanstandungen bezüglich der Herkunft der transportierten Fische und Krebs erbringt der Betreffende den Nachweis, dass sie aus Gewässern stammen, die nicht dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen.

§ 3. Alle Fische und Krebse, die tot oder lebendig von einem von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette registrierten Aquakulturbetreiber, Verarbeiter oder Transporteur von aquatischen Produkten transportiert werden, obwohl ein Transportverbot gilt, gelten als nicht aus Gewässern stammend, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen.“.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 13/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 13/2 - Für die Anwendung der Artikel 13 und 13/1 wird die Länge eines Fisches in gerader Linie von der Spitze des Mauls bis zum Ende der Schwanzflosse gemessen.

Es ist verboten, Kopf oder Schwanz eines Fisches, der in Gewässern gefangen wurde, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, am Ort des Fangs und während des Transports zu entfernen und diesen am Ort des Fangs zu verzehren.“.

Art. 4 - Artikel 14 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2021, wird durch das Folgende ersetzt:

“Art. 14 - Jeder Fisch und jeder Krebs, der von einem Fischer aufbewahrt wird, obwohl ein Verbot der Entnahme, des Besitzes oder des Transports gilt, oder der überzählig entnommen oder transportiert wird, wird:

1° unverzüglich und frei ins Wasser zurückgesetzt, wenn er lebt;

2° in allen anderen Fällen von dem mit der Kontrolle beauftragten Bediensteten vernichtet.

In Abweichung von Absatz 1 werden alle Fische, die im Rahmen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen erfüllt, entnommen werden, obwohl ein Entnahmeverbot gilt oder die in Überzahl entnommen wurden, am Ende des Fischfangwettbewerbs wieder frei ins Wasser gesetzt, es sei denn, es handelt sich um Renken, Äschen, Hechte oder Zander. Exemplare dieser Arten sind unmittelbar nach dem Fang ins Wasser zurückzusetzen.

In Abweichung von Artikel 13 Absatz 4 Ziffer 1 darf jede im Rahmen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen erfüllt, entnommene Grundel während des Wettbewerbs vorübergehend lebend gehalten werden und wird am Ende des Wettbewerbs frei ins Wasser zurückgesetzt.

In Abweichung von Artikel 13, Absatz 4, und 13/1, § 1, darf jeder Europäische Wels, der bei einem im Rahmen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen erfüllt, von einem Boot aus entnommen wird, vorübergehend lebend aufbewahrt und zum Ufer transportiert werden, um dort vermessen und gewogen zu werden, bevor er spätestens am Ende des Wettbewerbs wieder frei ins Wasser gelassen wird.“.

Art. 5 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs, wird Absatz 2 durch folgendes ersetzt:

“Der Veranstalter des Fischfangwettbewerbs reicht seinen Antrag auf Genehmigung bei der in Absatz 1 genannten Dienststelle mindestens dreißig Tage vor dem Datum des Wettbewerbs oder des ersten Trainings mittels eines Formulars ein, dessen Muster von der in Absatz 1 genannten Dienststelle festgelegt wird und das Folgendes enthält:

1° die Kontaktdaten des Organisers;

2° die Art des Wettbewerbs;

3° die Art der beantragten Ausnahmegenehmigung;

4° Ort, Datum, Anfangs- und Endzeiten des Wettbewerbs und der eventuellen Trainingseinheiten;

5° die Stellungnahme des Fischereiverbands des Zwischeneinzugsgebiets, in dem der Wettbewerb stattfindet. ».

Art. 6 - Der Anhang desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206606]

6 OKTOBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst en van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelvijdsporten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, artikel 10, § 1, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengselwedstrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Visvangst", gegeven op 24 mei 2022;

Gelet op het rapport van 6 juli 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 juli 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 20 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Visvangst;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering 18 februari 2021, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 13. Het volgende is verboden :

1° in de Maas, de Samber en de Schelde : de onttrekking van elke vis of rivierkreeft gevangen buiten de hoofdbedding van de waterloop;

2° in de Maas : de onttrekking van elke vis of rivierkreeft gevangen stroomafwaarts van de stuwdam van Lixhe;

3° in het meer van la Plate Taille :

a) de onttrekking van forel;

b) de onttrekking van elke vis of rivierkreeft vanuit een boot;

4° in alle wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

a) de onttrekking van vlagzalm;

b) de onttrekking van coregonus;

5° in het gebied met levendige wateren, tussen de derde zaterdag van maart en de eerste zaterdag van juni : de onttrekking van snoek.

Onverminderd het eerste lid is het volgende verboden :

1° voor de snoek : de onttrekking van elk individu van minder dan zestig centimeter;

2° voor de snoekbaars en de barbeel : de onttrekking van elk individu van minder dan vijftig centimeter;

3° voor de kopvoorn, de winde, de sneep, de zeelt en de serpeling : de onttrekking van elk individu van minder dan dertig centimeter;

4° voor de forel, regenboogforel en de baars : de onttrekking van elk individu van minder dan vierentwintig centimeter;

5° voor de forel : de onttrekking van elk individu van meer dan vijftig centimeter, tenzij hij is gevangen buiten het gebied met levendige wateren en de meren en vijvers van het gebied met rustige wateren;

6° voor de karper, de onttrekking van elk individu van meer dan dertig centimeter.

Onverminderd het eerste en het tweede lid, is het volgende, per visser en per dag, verboden :

1° voor de gestippelde alver, de riviergrondel en de elrits : de onttrekking van leer dan twintig individus per soort;

2° voor de vissoorten van groep 3 : de onttrekking van meer dan vijf individus voor die gezamenlijke soorten;

3° voor de baars : de onttrekking van meer dan vijf individus;

4° voor de snoek : de onttrekking van meer dan één individu;

5° voor de snoekbaars : de onttrekking van meer dan twee individus;

6° voor alle vissoorten, met uitzondering van die van groep 4 :

a) de onttrekking van meer dan twintig dode vissen met een lengte kleiner dan of gelijke aan vijftien centimeter;

b) de onttrekking van meer dan vijf dode vissen met een lengte groter dan vijftien centimeter.

Het is verboden de volgende vissen levend te houden :

1° vissen en rivierkreeften van groep 4 op de plaats van de visvangst;

2° snoeken, snoekbaarzen en forellen in een leefnet te houden."

Art. 2. Artikel 13/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2021, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 13/1. § 1. Elk vervoer van levende vissen en rivierkreeften gevangen in wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen, is verboden.

In afwijking van het eerste lid, is het vervoer van de levende dieren bedoeld in artikel 10, § 1, derde lid, ongeacht hun oorsprong, toegestaan als cumulatief :

1° het aantal vervoerde vissen mag niet meer bedragen dan twintig individus met een lengte kleiner dan of gelijk aan vijftien centimeter;

2° het aantal vervoerde vissen mag niet meer bedragen dan vijf individus langer dan vijftien centimeter.

§ 2. Elk vervoer van dode vissen en rivierkreeften die niet behoren tot groep 4, die gevangen zijn in wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, is verboden indien :

1° het aantal vervoerde vissen meer dan twintig individus met een lengte kleiner dan of gelijk aan vijftien centimeter bedraagt;

2° het aantal vervoerde vissen meer dan vijf individus langer dan vijftien centimeter bedraagt.

In geval van betwisting van de oorsprong van vissen en rivierkreeften worden vervoerd, is het aan de houder om het bewijs te leveren dat ze afkomstig zijn uit wateren die niet onder het decreet van 27 maart 2014 vallen.

§ 3. Alle vissen en rivierkreeften die dood of levend worden vervoerd door een aquacultuurexploitant, een verwerker of een vervoerder van aquatische producten, geregistreerd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, wanneer een vervoersverbod van toepassing is, worden geacht niet afkomstig te zijn uit wateren die vallen onder het decreet van 27 maart 2014. ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 13/2. Voor de toepassing van de artikelen 13 en 13/1 wordt de lengte van de vis gemeten in rechte lijn van het uiteinde van de mond tot aan het uiteinde van de staartvin.

Het is verboden de vis die gevangen is in wateren waarop het decreet van 27 maart 2014 van toepassing is, te ontdoen van de kop of de staart op de plaats waar hij is gevangen en tijdens het vervoer, en de vis te consumeren op de plaats waar hij is gevangen. ».

Art. 4. Artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2021, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 14. Alle vissen en rivierkreeften die door een visser worden gehouden terwijl een verbod op het in bezit hebben, onttrekken of vervoeren van kracht is, of die in overtal worden gevangen of vervoerd, worden :

1° onmiddellijk en vrij te water gelaten indien zij in leven zijn;

2° in de andere gevallen door de met de controle belaste ambtenaar vernietigd.

In afwijking van het eerste lid, wordt elke vis, die gevangen wordt tijdens een hengelvijdsport die de voorwaarden voor de organisatie bepaald door de Regering naleeft, terwijl er een onttrekkingsverbod geldt of die in overtal gevangen wordt, vrij weer te water gelaten aan het einde van de wedstrijd, behalve als het gaat om een vlagzalm, een coregonus, een snoek of een snoekbaars, die dan onmiddellijk en vrij weer te water gelaten wordt nadat hij gevangen werd.

In afwijking van artikel 13, vierde lid, 1°, kan elke grondel die gevangen wordt tijdens een hengelvijdsport die de voorwaarden van de organisatie bepaald door de Regering naleeft, tijdens de wedstrijd tijdelijk in leven worden gehouden en na afloop van de wedstrijd vrij weer te water gelaten wordt.

In afwijking van de artikelen 13, vierde lid, en 13/1, § 1, kan elke Europese meerval die vanuit een boot wordt gevangen tijdens een hengelvijdsport die de voorwaarden van de organisatie bepaald door de Regering naleeft, tijdelijk in leven worden gehouden en naar de oever worden gebracht om te worden gemeten en gewogen, alvorens uiterlijk aan het einde van de wedstrijd weer vrij in het water te worden gelaten. ".

Art. 5. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelvijdsporten en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De organisator van de hengelvijdsport dient zijn vergunningsaanvraag in bij de Dienst bedoeld in het eerste lid minstens dertig dagen vóór de datum van de wedstrijd of de eerste oefenstonden, d.m.v. een formulier waarvan het model door de Dienst bedoeld in het eerste lid wordt bepaald en waarin de volgende gegevens vermeld zijn :

1° de contactgegevens van de organisator;

2° de wedstrijdtype;

3° de aard van de verzochte afwijking;

4° plaats, datum, begin- en eindtijd van de wedstrijd en eventuele oefenstonden;

5° het advies van de erkende hengelfederatie van het onderstroomgebied waar de wedstrijd plaatsvindt. ".

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt de bijlage opgeheven.

Art. 7. De Minister bevoegd voor Visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS